

Vendredi 3 février 2012 **Le Télégramme**

Conseil régional. Le Drian et Malgorn croisent le fer

Les débats sur le budget régional ont commencé, hier, à Rennes. Pour le président Le Drian, sans un geste de l'État, la crise conduira à des renoncements. Bernadette Malgorn, pour l'opposition, aurait préféré une recherche d'économies à un alourdissement fiscal.

Si la campagne présidentielle était inscrite en filigrane de l'intervention du président du conseil régional, Jean-Yves Le Drian (PS), cela ne l'a pas empêché de se féliciter de la labellisation par l'État du projet de recherche B.Com (Le Télégramme du mercredi 1^{er} février).

« Ne boudons pas notre satisfaction », a-t-il dit avant de tempérer son enthousiasme: il s'est montré réservé voire méfiant sur les principes de « taille critique » et de « polarisation » chers à l'État, sur la méthode des appels à projet qui privilégie les territoires les mieux dotés, sur la mise en œuvre des équipements qui nécessitera la vigilance, et sur « l'étanchéité entre budgets du grand emprunt et budget classique de l'État ».

Le Drian souhaite un « acte de décentralisation »

Il a aussi regretté que la « carte de l'excellence bretonne » soit « révélatrice de faiblesses dans l'organisation de nos filières alimentaires qu'il conviendra de corriger ». Pour

lui, la Bretagne ne pourra jouer son rôle d'innovation et de créativité que si elle dispose des moyens juridiques et financiers que lui donnerait « un nouvel acte de décentralisation ». Pour ce faire, il ne compte pas sur le président de la République, plus engagé vers un « nouvel acte centralisateur » que vers une régionalisation poussée qu'il voit comme une réponse à la crise plus que comme une organisation administrative.

« Votre budget ne cherche pas à surmonter les difficultés mais à les esquiver », a rétorqué Bernadette Malgorn (UMP), sans contester les lourdes priorités du ferroviaire et du très haut-débit.

Malgorn craint pour la ligne nord de la LGV

À propos du ferroviaire, elle a exprimé, au passage, ses craintes de voir la majorité se préparer à l'abandon de l'objectif de la ligne nord (Brest à trois heures de Paris). « Insidieusement, vous expliquez que cette ambition serait condition-

née à la volonté de l'État », a-t-elle lancé en accusant le président de « commencer à distiller des prétextes technico-techniques qui permettront d'en justifier l'abandon ».

La leader de l'opposition de droite a regretté les coups de rabot sur l'économie, l'innovation, les entreprises ou la recherche. En revanche, elle aurait apprécié que la Région sorte des syndicats mixtes de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes (44) et du Mont-Saint-Michel, qu'elle récupère la part de taxe (Tipp Grenelle) consacrée à la LGV dont elle a « fait cadeau » à d'autres collectivités, qu'elle laisse l'Île-de-France financer son interconnexion ferroviaire sud ou qu'elle « détricote les structures périphériques parasites » qui doublonnent avec ses propres services. À l'en croire, ces mesures auraient permis de préserver les crédits utiles, tout en épargnant aux Bretons la hausse de 28 % de la taxe sur les cartes grises.

Alain Le Bloas